

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 19/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIE FRANCAISE DE DISTILLERIES**

Route de Homps  
34210 OLONZAC

Références : UID1166-C1 2022-479 Affaire 048-cm  
Code AIOT : 0006604216

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2022 dans l'établissement DISTILLERIE FRANCAISE DE DISTILLERIES implanté lieu-dit Montplaisir 11200 LEZIGNAN CORBIERES. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Thème de l'inspection spécifié dans le courrier d'annonce en date du 23 août 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIE FRANCAISE DE DISTILLERIES
- Lieu-dit Montplaisir 11200 LEZIGNAN CORBIERES
- Code AIOT : 0006604216
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non

Le site comprend trois bassins, uniquement deux exploités, pour les besoins de traitement (évaporation) de caves vinicole - viticole.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Les thèmes de la visite ont été rappelés dans le courrier d'annonce en date du 23 août 2022 (UID1166-C1 2022-459 Affaire 048-cm)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Condition d'admission des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.1 ; 8.3.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Surveillance des bassins	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.4.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion bassins	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 7.2.1 ; 8.3.1	/	Sans objet
3	Suivi des apports et état bassins	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.3.1 ; 8.3.3.2 ; 8.3.3.3	/	Sans objet
4	Limitation des apports	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.4.2 ; 8.3.4.3	/	Sans objet
6	Conception bassins	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 4.3.8	/	Sans objet
7	Accès et circulation	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 7.2.1 ; 7.2.1.1	/	Sans objet
8	Consignes	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 7.5.1	/	Sans objet
9	Identification responsable	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 2.1.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Globalement, le site est correctement entretenu.

Cependant, des améliorations documentaires et in situ sont nécessaires afin de pérenniser les actions de contrôle et de surveillance.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Gestion bassins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 7.2.1 ; 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation bassins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bassin n° 5 n'est pas autorisé à recevoir d'effluents. Côté route et entrée du site, la clôture qui longe le bassin B 5 inexploité doit être réalisée de manière à empêcher tous déversements intempestifs non autorisés. Une pancarte mentionnant l'interdiction de déverser les effluents dans le bassin B 5 est mise en place.
<b>Constats :</b> Les dispositions en place respect la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Condition d'admission des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.1 ; 8.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents destinés à être traités ne peuvent être admis dans l'établissement que dans la mesure où ils sont clairement identifiés de façon à pouvoir connaître en toute circonstance leur producteur ou leur collecteur. Les bassins B 3 et B 4 sont autorisés à recevoir uniquement des effluents d'origine vinicole (bruts et non distillés) et ayant au préalable subis une filtration à la maille d'au moins de 1 mm. Ces effluents doivent en outre satisfaire aux conditions définies aux alinéas ci-après. Un effluent ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat a une validité d'un an et doit être conservé au moins un an de plus par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le nouveau formalisme utilisé pour la rédaction des conventions de traitement des effluents.  Au total, 6 établissements sont identifiés (coop de Léznigan Corbières ; coop de Montbrun ; coop de Pouzols Minervois ; PY Jérôme ; Château Grand Moulin ; Château Sérane) pour déverser les effluents dans les bassins. Dans les faits, trois établissements sont des contributeurs réguliers, les trois autres devenus occasionnels depuis quelques années. Cependant, tous disposent d'une convention de traitement des effluents (exemple observé : EARL Frédéric Bousquet Château Grand Moulin en date du 27 janvier 2022). --> ces conventions sont établies sur la seule base des besoins de chaque exploitant ainsi que de la disponibilité des bassins, mais ne tient pas compte des process et produits chimiques utilisés au sein de chacun de ces établissements.  Action retenue : - au préalable à la délivrance d'une convention de traitement des effluents, un recensement des process et des produits chimiques utilisés au sein de chacun établissement demandeur doit être réalisé afin d'identifier, le cas échéant, des dérives ou des incompatibilités dans le cadre de la bonne gestion des bassins, dont les odeurs.  Compte-tenu de la problématique "odeur" liée à ce point, un suivi de cette action est retenu. Un échéancier de 90 jours est proposé en raison du caractère non urgent (à ce jour, aucune plainte recensée ; absence de nouveau contributeur ; à priori, pas d'évolution au sein des établissements connus)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Suivi des apports et état bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.3.1 ; 8.3.3.2 ; 8.3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité-Enregistrement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes livraisons d'effluents fait l'objet d'une vérification : <ul style="list-style-type: none"><li>- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable,</li><li>- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi,</li><li>- du volume acheminé,</li><li>- de l'analyse des paramètres d'admission prévus dans le présent arrêté en cas de nécessité avec prise d'échantillons représentatifs du chargement pour analyse.</li></ul> En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Processus industriel : <ul style="list-style-type: none"><li>- contrôle systématique du volume de l'effluent acheminé dans les installations,</li><li>- analyse des paramètres d'admission prévus dans le présent arrêté en cas de nécessité avec prise d'échantillons représentatifs des effluents acheminés pour analyse.</li></ul> Registre d'admission : <ul style="list-style-type: none"><li>- le volume et la nature de l'effluent,</li><li>- le lieu de provenance et d'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur,</li><li>- la date et l'heure de réception,</li><li>- l'identité du transporteur,</li><li>- suivant le cas, le numéro d'immatriculation du véhicule,</li><li>- le résultat des contrôles d'admission.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant à présenté le nouveau formalisme utilisé pour la rédaction des conventions de traitement des effluents. --> Ce document ne prévoit pas la possibilité d'avoir recours, en cas de nécessité, à une prise d'échantillon d'un lot en vu d'analyses.  Un registre de suivi est disponible et est renseigné, mais celui-ci ne comprend pas toutes les informations demandées : <ul style="list-style-type: none"><li>- nature de l'effluent,</li><li>- l'identité du transporteur,</li><li>- ...</li></ul> Action retenue : <ul style="list-style-type: none"><li>- les conventions de rejet doivent prendre en compte la possibilité d'avoir recours, en cas de nécessité, à une prise d'échantillon d'un lot en vu d'analyses afin que chaque protagoniste soit informé des actions/interventions possibles dans le cadre de la gestion des bassins.</li><li>- le registre d'admission doit comprendre l'ensemble des renseignements demandés.</li></ul> Pas de suivi particulier retenu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Limitation des apports

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.4.2 ; 8.3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi de la hauteur d'effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume total des effluents stockés dans les installations de traitement par évaporation et décantation, est limité, en toute circonstance, au volume maximal susceptible d'être admis, soit un maximum de 1 300 m3. Le contrôle de niveau d'effluent est effectué au moyen de règle de niveau disposée dans chaque bassin. L'exploitant reporte, selon une périodicité mensuelle, sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées le niveau d'effluents présents pour chaque bassin d'évaporation et de décantation. Cette périodicité est hebdomadaire pendant les mois de pleine activité (septembre à novembre). La hauteur de stockage dans chacun des 2 bassins (B 3 de 1 600 m2 et B 4 de 1 000 m2) est strictement limitée à une hauteur d'effluents de 0,50 mètres.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un registre de suivi des effluents stockés : hauteur d'effluents. Le suivi est exclusivement mensuel. Le suivi hebdomadaire durant les périodes de pleine activité n'est pas respecté. Selon les dires de l'exploitant, dans les faits, une vérification de la situation des bassins est effective durant les périodes d'activité, mais ne fait pas l'objet d'un report sur le registre.  Le jour de la visite d'inspection, l'un des deux bassins était vide, l'autre presque vide.  Action retenue : - formaliser la tenue à jour du registre de suivi des hauteurs d'effluents dans chacun des bassins, mensuellement et hebdomadairement pendant les périodes de pleines activité.  Pas de suivi particulier de cette action.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Surveillance des bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 8.3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification étanchéité bassins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La surveillance, hebdomadaire, des bassins doit prendre en compte le contrôle de l'étanchéité et de la stabilité des bassins n° 3 et n° 4 conformément aux caractéristiques définies dans le diagnostic d'étanchéité et de stabilité de juin 2009.</p> <p>Une vérification approfondie et détaillée de l'ensemble des talus et des crêtes des bassins n° 3 et n° 4 est effectuée au moins deux fois par an pour y déceler d'éventuels indices d'instabilité et de fuite.</p> <p>L'entretien des ouvrages - bassins n° 3 et n° 4 - doit prendre en compte l'ensemble des mesures correctrices et des recommandations définies dans le diagnostic d'étanchéité et de stabilité de juin 2009.</p> <p>L'ensemble des bassins d'évaporation et de décantation (bassins n° 3 et n° 4) sont régulièrement curés et nettoyés selon une périodicité annuelle ou dès que la hauteur de boues présente atteint 5 cm.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un registre de suivi des actions réalisées. Ce registre ne cible pas l'exhaustivité des actions demandées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- surveillances des digues,</li> <li>- nettoyage des digues et des abords,</li> <li>- ...</li> </ul> <p>La lagune n°3 a fait l'objet d'un curage le 25/08/2016.</p> <p>Le dernier curage de la lagune n°4 n'est pas connu de l'exploitant. L'aspect visuel montre une épaisseur de boues supérieure à 5 cm.</p> <p>Un début de dégradation du fond des bassins est observé au point de chute du déversement des effluents.</p> <p>Le débroussaillage fait défaut côté extérieur des digues, ce qui rend difficile le contrôle de l'état extérieur des digues.</p> <p><b>Action retenue :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compléter le registre de suivi des actions de surveillance,</li> <li>- procéder, dès que les conditions le permettent, au curage de la lagune n° 4,</li> <li>- mettre un aménagement adapté au point de chute des effluents afin d'éviter la dégradation du fond des bassins,</li> <li>- procéder au débroussaillage extérieur des digues côté clôture afin de permettre un contrôle visuel objectif de l'état des digues.</li> </ul> <p>Un suivi de l'action est retenu vis-à-vis des boues présentes en fond de lagune n° 4 et du risque odeur associé. Un délai de 90 jours est proposé afin de ne pas perturber la campagne de vendange 2022 et de l'absence de plainte recensée à ce jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Conception bassins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification interconnexion bassins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout rejet vers le milieu récepteur est interdit. L'épandage des effluents stockés dans les deux bassins d'évaporation et de décantation (B 3 et B4) n'est pas autorisé. Les deux bassins B3 et B4 sont indépendants l'un de l'autre et ne sont pas pourvus de dispositifs de communication, ni de vidange.
<b>Constats :</b> La configuration respecte la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Accès et circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 7.2.1 ; 7.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Clôture et accès au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
<b>Constats :</b> Les dispositions en place respectent la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des bassins, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>En dehors des périodes de dense activité, l'exploitant assure une visite hebdomadaire visant à s'assurer du bon fonctionnement des bassins.</p> <p>L'exploitant procède en tant que de besoin, au moins une fois par an, à un nettoyage complet (tonte, débroussaillage, ...) ainsi qu'à l'entretien complet des abords des bassins, des digues et des abords du site.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des bassins doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le nouveau "manuel d'auto surveillance des installations de traitement d'effluents d'origine vinicole" en date du 15 février 2022.</p> <p>Ce document définit de façon "synthétique" les différentes actions de gestion et d'entretien sur les bassins.</p> <p>Certaines actions ne sont pas identifiées dans ce document, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- modalité de curage des bassins,</li><li>- modalité de nettoyage des digues, côté interne et côté externe, des abords du site,</li><li>- modalités de surveillance et de contrôle de l'intégrité des digues,</li><li>- modalité de prise d'échantillon et d'analyse dans un lot avant déversement (si nécessaire).</li></ul> <p>Une procédure en cas de fuite des bassins est présentée : celle-ci n'est pas à jour au niveau des personnes identifiées et n'est pas datée.</p> <p>Action retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- compléter le "manuel d'auto surveillance des installations de traitement d'effluents d'origine vinicole" sur la base des observations ci-dessus,</li><li>- mettre à jour la procédure en cas de fuite des bassins et la dater.</li></ul> <p>L'inspection des ICPE ne prévoit pas un suivi particulier de ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Identification responsable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification responsable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le nouveau "manuel d'auto surveillance des installations de traitement d'effluents d'origine vinicole" en date du 15 février 2022.  Un agent est identifié comme le responsable environnement en charge des bassins de Lézignan-Corbières, depuis le 1er février 2022 : cette "nomination" n'est pas formellement écrite.  Ce document identifie un agent comme le responsable de zone, mais ne définit pas la nature de ce périmètre ainsi que les missions correspondantes. La fiche de poste de cet agent n'était pas disponible au jour de la visite des bassins.  Action attendue : - produire un document qui désigne nommément la personne ayant en charge le suivi et la conduite des bassins de Lézignan-Corbières afin de garantir dans le temps la rigueur nécessaire à la bonne conduite des ouvrages.  L'inspection des ICPE ne prévoit pas de suivi particulier pour cette action.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet